

Éducation Morale et Civique : LA DÉMOCRATIE

LA TRANSITION POLITIQUE AU CHILI : LA FIN DU RÉGIME DE SALVADOR ALLENDE ET LE DÉBUT DE CELUI D'AUGUSTO PINOCHET



<https://information.tv5monde.com/info/chili-1973-l-autre-11-septembre-4529>, le coup d'état du 11 septembre 1973

L'Amérique latine, partie méridionale de l'Amérique, a été initialement colonisée durant le XVI^{ème} siècle, notamment par les explorateurs espagnols et portugais, dont Fernand de Magellan¹ en 1520. Bien deux siècles plus tard, les colonies sud-américaines acquièrent progressivement leur indépendance. Le Chili fait partie de ces dernières : en 1810, le pays parvient enfin à obtenir l'indépendance du royaume d'Espagne. Tout au long du XIX^{ème} siècle, le Chili développe son commerce, son économie et sa politique sous l'inspiration du modèle américain, ce qui amène en 1925 à l'approbation de la Constitution politique de la République du Chili. Toutefois, le XX^{ème} siècle, traversé par de fortes instabilités politiques, se révèle être la période de transition démocratique pour le pays.

L'HISTOIRE DU RÉGIME DE SALVADOR ALLIENDE ET SA CHUTE

*A*u Chili, le 4 septembre 1970, le socialiste Salvador Allende est élu démocratiquement par le peuple et le Congrès, en apportant avec lui son programme socialiste réformiste, issu de sa coalition, l'Unité populaire. Il a des ambitions socialistes aussi bien dans l'économie que dans la société. Mais *qui est Salvador Allende ?*

L'origine de la famille Allende est basque. Ses ancêtres sont arrivés au Chili au cours du XVIIe siècle et vont commencer à se distinguer parmi les familles aristocratiques à partir de la première moitié du XIXe siècle. Salvador Allende, lui, était Sénateur socialiste à partir de 1945, il a d'ailleurs été plusieurs fois candidat à la présidence de la République avant de remporter l'élection de 1970. Il tente finalement une fois élu de mettre en place un État socialiste. Il a donc été président du Chili du 3 novembre 1970 au jour de sa mort le 11 septembre 1973. Les causes sur sa fin de vie restent un mystère : on ne sait toujours pas si ce fut un suicide ou bien un assassinat par les membres du coup d'état.

Une fois élu, les ambitions principales d'inspiration socialistes de Allende, sont basées sur la diminution de la différence socio-économique entre les riches et les pauvres et la suppression de tous les privilèges des classes aisées. Ses ambitions sont directement reflétées dans ses premières mesures de sa campagne électorale et sa coalition de gauche l'Unité Populaire.

Ainsi en 1971, il décide de mettre en place la nationalisation des mines de cuivre, auparavant contrôlées par les États-Unis. Le cuivre est la ressource dont dépend économiquement le pays : sa nationalisation avait pour but de réduire la misère populaire et l'exploitation par des firmes étrangères. Il faut de plus savoir que les extractions de cuivre représentaient 80% des exportations chiliennes, et que le Chili ne recevait que 20% des bénéfices.



<https://www.wsws.org/fr/articles/2020/09/02/50an-s02.html> , Salvador Allende

Ces mesures, qui contribuèrent à l'élection d'Allende, reprennent le programme socialiste de l'Unité populaire, coalition de gauche formée le 17 décembre 1969.

1. Suppression des traitements fabuleux.
2. Suppression des postes d'« experts » placés hors du tableau d'avancement normal des fonctionnaires.
3. Honnêteté administrative (fin du favoritisme, inamovibilité des fonctionnaires).
4. Plus de voyages coûteux à l'étranger. [...]
6. L'Administration ne fabriquera pas de nouveaux riches (contrôle rigoureux du patrimoine et des revenus des hauts fonctionnaires).
7. Des retraites justes, pas de retraites de millionnaires (abaissement des retraites les plus élevées du secteur public et privé et utilisation de ces fonds pour améliorer les retraites les plus basses).
8. Droit au repos en temps opportun et dans la justice (retraite à 60 ans, y compris à ceux qui n'ont pas pu cotiser).
9. Sécurité sociale pour tous. [...]
15. Du lait pour tous les enfants chiliens. (Nous nous engageons à fournir 1/2 litre de lait par jour gratuitement à tous les enfants du Chili.)

Nathan, Histoire-Géographie, Géopolitique, Sciences Politiques (HGGSP) - 1re - Édition 2019, Les premières mesures de Allende

Or, ses mesures ne seront pas soutenues ni par l'extrême gauche, jugeant les mesures comme trop timides et voulant aller encore plus loin d'autant que l'inflation est galopante ; ni la droite conservatrice, qui s'oppose fermement à ses idéologies.

Les opposants de droite organisèrent alors des mouvements de grève visant à déstabiliser le régime.

En octobre 1972, la grève des camionneurs marque un durcissement de la droite et, derrière elle, d'une partie des classes moyennes. Les transporteurs routiers, les commerçants de détail, les médecins, les architectes, les avocats, les banquiers et les classes moyennes se joignent à la grève dès le 11 octobre de la même année. Il y a aussi la tentative d'arrêt de production de la part des usines. Dans un pays frappé de quasi-paralysie, des commerçants et des médecins rejoignent le mouvement attisé par le parti de droite : le Parti National. Pour mettre fin aux grèves, Allende fait rentrer le général Carlos Prats². L'entrée au ministère de l'intérieur du général et d'autres ministres issus de l'armée aboutissent à la fin de la grève mais n'éteignent pas les tensions, et au contraire les alimentent : l'agitation de rues et l'insécurité, fragilisèrent davantage le régime en place.

Le 29 juin 1973, éclate une mutinerie des régiments de blindés de la capitale Santiago. Elle n'est pas suivie : le Général Prats et ses forces armées parviennent à l'arrêter mais l'armée devient à son tour un acteur du complot ce qui provoquera les démissions du général.

D'un autre côté, Allende ne doit pas seulement faire face à des facteurs internes, visant à fragiliser le régime, mais aussi des facteurs externes. Si l'on revient dans un contexte de guerre froide, avec l'arrivée au pouvoir de Fidel Castro (1959) à Cuba, les États-Unis multiplient les pressions pour freiner l'expansion du communisme. D'autant plus que les États-Unis étaient les principaux acteurs et exploités du cuivre au Chili, et menaçaient d'avoir recours à la corruption et à la violence si Allende procédait à la nationalisation du cuivre. Finalement, la nationalisation votée à l'unanimité, perçue comme une volonté de confrontation par les américains, a été accentuée par le développement du communisme sur le continent sud-américain, un véritable obstacle pour les États-Unis. Ainsi, le seul remède était la contribution à la chute du régime socialiste. Avec la participation de la CIA, la chute d'Allende détermina ouvertement le droit des américains de renverser des gouvernements procommunistes, y compris par la violence. Les adversaires externes et internes du président envisagent donc de le renverser. Le 11 septembre 1973, un coup d'État est mis en place par le général Augusto Pinochet³ à l'aide des insurrections populaires mais notamment de la CIA. Vers 7h du matin, la capitale est déjà en grande partie passée sous le contrôle du général, et un avion est mis à disposition du président Allende pour se mettre en sécurité : mais ce dernier refuse de fuir. Menacé de bombardement, il refuse également de se rendre. Il s'adresse alors à la nation et expose son intention de *"défendre le gouvernement qui représente la volonté du peuple"*, annoncé à 8h45 de la matinée par son dernier discours.

« Compatriotes, cela sera certainement la dernière occasion que j'ai de vous parler. Les forces aériennes ont bombardé les tours de *Radio Portales* et de *Radio Corporación*.

Il n'y a pas d'amertume dans mes paroles mais de la déception et elles seront la punition morale pour ceux qui ont trahi le serment qu'ils ont prêté : soldats du Chili, Commandants en chef titulaires, l'Amiral Merino qui s'est auto désigné, et le général Mendoza, général rampant qui hier encore avait manifesté sa fidélité et sa loyauté au gouvernement [...] Face à ces faits, voici ce que je veux dire aux travailleurs : je ne renoncerai pas ! [...]

**Je m'adresse, avant tout, à la femme modeste de notre terre, à la paysanne qui a cru en nous ; à l'ouvrière qui a travaillé dur et à la mère qui a su combien nous nous sommes engagés pour les enfants [...] aux personnels fonctionnaires de la Patrie, aux personnels patriotes [...] Je m'adresse à l'homme du Chili, à l'ouvrier, au paysan, à l'intellectuel, à tous ceux qui seront persécutés... [...] Sachez que, plus tôt qu'on ne croit, les grandes voies par où l'homme libre passera pour construire une société meilleure seront à nouveau dégagées.
**Vive le Chili ! Vive le Peuple ! Vive les travailleurs !
Ce sont là mes dernières paroles et j'ai la certitude que mon sacrifice ne sera pas vain. »****

<https://clio-texte.clionautes.org/dernier-discours-salvador-allende-radio-11-09-1973.html> , dernier discours de Salvador Allende le matin du 11/9/1973

Le palais présidentiel de la Moneda est bombardé à midi par des avions de chasse, moment où Salvador Allende y périt. Le pouvoir est renversé par un coup d'État du général Augusto Pinochet : les institutions seront fermées, les partis politiques interdits et les opposants enfermés et torturés. Le Chili, qui était le modèle démocratique pour toute l'Amérique Latine, devient le 11 septembre 1973 une dictature militaire.



https://fr.wikipedia.org/wiki/Dictature_militaire_d'Augusto_Pinochet#/media/Fichier:Golpe_de_Estado_1973.jpg , L'attaque contre le palais de la Moneda le 11 septembre 1973

LA PRISE DU POUVOIR D'AUGUSTO PINOCHET ET SES CONSÉQUENCES



<https://timenote.info/fr/Augusto-Pinochet>, Augusto Pinochet

Militaire et politique, puis dictateur chilien, **Augusto Pinochet** gouverna le pays entre 1973 et 1990. Suite à sa charge de chef de l'armée chilienne, il programma le coup d'état pour "libérer le pays de la menace marxiste".

Né en 1915 à Valparaíso, Pinochet entreprend une école militaire jusqu'en 1936. Diplômé avec le grade de lieutenant d'infanterie, il poursuit ses études en se spécialisant en géopolitique. Il est chargé d'effectuer des missions d'importance relative jusqu'en 1956, date à laquelle il fait partie de la délégation militaire chilienne aux États-Unis. Son prestige au sein des forces armées s'est accru depuis qu'il atteint le grade de colonel et s'est vu confier

peu après le commandement de la 4^e division. En 1969, il devient général et chef d'état-major de l'armée.

Les élections de 1970 qui ont porté au pouvoir l'Unité populaire ("*Unidad Popular*") dirigée par Salvador Allende, a soulevé une tension au sein des secteurs plus conservateurs de l'armée et de la société chilienne face à l'avancée de la gauche. Dans le cadre d'une campagne de déstabilisation des institutions de l'État, en 1973, Augusto Pinochet s'empare du poste de ministre de la défense et de commandant en chef des forces armées, auparavant mené par le général Carlos Prats. Il a été le dernier chef des forces armées à se joindre au plan de coup d'État, deux jours auparavant.

Le Chili traversait une profonde crise politique et économique depuis l'arrivée du président socialiste. Les soulèvements militaires et populaires devenaient de plus en plus nombreux dans le pays, où le gouvernement a su y faire face notamment grâce aux actions du général Pinochet.

Le coup fatal pour le régime d'Allende commence le matin du 11 septembre 1973. Informé du soulèvement de l'armée, le président Allende se rend au palais de la *Moneda*, siège du gouvernement chilien, à 7h30 du matin. Le bâtiment était gardé par des chars des *Carabineros*, la force de police du pays. Après le premier communiqué de la junte militaire, les policiers se sont retirés un par un.

"Quelques instants plus tard, par la porte centrale de La Moneda, 23 autres hommes sont entrés, des membres de l'escorte présidentielle, armés de fusils automatiques, de deux mitrailleuses de calibre 30 et de trois bazookas" ⁴, écrit le journaliste Manuel Mejido dans son livre *Esto pasó en Chile* ⁵.

Le coup d'État, organisé par le vice-amiral de la marine José Toribio Merino et le commandant de l'armée de l'air Gustavo Leigh, est déclenché 45 minutes plus tard. L'armée a commencé l'attaque du palais du gouvernement depuis le sol : le palais avait été encerclé par 10 chars de l'armée. À l'extérieur de La Moneda, l'armée avait dispersé des groupes de spectateurs curieux en tirant des coups de feu en l'air.

Après le discours annoncé par Allende, le bombardement aérien du siège gouvernemental a commencé. En seulement quelques minutes, détruit et brûlé par les flammes, le palais présidentiel tomba, et le régime démocratique avec.

De nombreux conflits au sein de la junte militaire entre nationalistes et néolibéraux se succèdent avant 1975, année officielle du départ de la dictature d'Augusto Pinochet. Une dictature est un régime politique dans lequel le pouvoir est détenu par une personne, qui exerce sans contrôle de façon autoritaire. Le gouvernement de Pinochet était connu pour la répression et le régime autoritaire instauré, ainsi que sa brutalité à l'encontre de l'opposition et des partisans de l'Unité Populaire.

La violation systématique des droits de l'homme a été réalisée par le biais d'organismes d'État existants notamment par les forces armées. Mais d'autres ont été créés spécialement à cette fin : le Commandement conjoint (1975-1977), la Direction nationale du renseignement (DINA) entre 1974-1977 qui sera succédée par le Centre national de renseignement (CNI) jusqu'à la fin du régime en 1990. Sous le commandement du colonel Manuel

Contreras, la DINA sélectionnait systématiquement les dirigeants des partis politiques de gauche comme un moyen de réprimer les mouvements politiques et sociaux qui protestaient contre le retour à la démocratie. Entre 1974 et 1977, le nombre de détenus disparus augmente à 1 102 personnes. À partir de 1978, la répression s'est institutionnalisée avec la création du CNI, et la violation systématique des droits de l'homme s'est poursuivie jusqu'à la fin du régime militaire. Selon le rapport Rettig⁶ de 1991, 3 196 personnes sont mortes à la suite de violences politiques, dont 1 185 détenus politiques disparus. De plus, le rapport Valech⁷ de 2004 établi jusqu'à 25 000 personnes qui ont déclaré avoir été victimes de la répression dictatoriale. Nombreux sont les

La persécution des opposants au régime a même dépassé les frontières nationales, comme le montrent, entre autres, les attentats qui ont coûté la

Source	Statut de la source	Évaluation du nombre de victimes	Date de l'évaluation
Radio Moscou	Radio communiste	700 000 tués et disparus	1973
Commission nationale pour la vérité et la réconciliation (rapport Rettig)	Commission mise en place par le président chilien Patricio Aylwin	2 298 tués et disparus	1991
Dominique Rizet et Rémi Bellon	Journalistes français	10 000 tués, 3 000 disparus	2002
Associations de défense des droits de l'homme	Chiffre repris dans les procédures judiciaires chiliennes	5 000 à 6 000 tués et disparus	2003

<https://manuelnumeriquemax.belin.education/hggsp-premiere/topics/hggsp-th1-axe2-060-a?chapterId=hggsp-th1-axe2>, Olivier Compagnon, *La prise du pouvoir par Pinochet*, 2003

vie au général Prats à Buenos Aires et à Orlando Letelier⁸ à Washington.

Une nouvelle Constitution autoritaire a été approuvée en 1980 qui a permis à Pinochet de rester au gouvernement jusqu'en 1989. Toute opposition politique et syndicale ayant été éliminée, son régime a instauré une nouvelle politique économique fondée sur les principes néo-libéraux et monétaristes. Son plan d'ajustement sévère impliquait des réductions salariales drastiques et la privatisation des entreprises publiques.

En ce qui concerne l'économie conçue par son régime après les nombreuses récessions⁹ au sein du pays, a commencé à être performante et à connaître

une grande expansion, au point d'être présentée comme un modèle en Amérique latine. Confiant dans ses réalisations politiques et économiques, dans son autorité et son influence dans le pays, il organise en 1988 un référendum dans le cadre prévu par la Constitution. Les sondages ne lui sont pas favorables et, avec le triomphe de la coalition d'opposition politique Concertation Démocratique ("*Concertación Democrática*"), commence le processus de transition vers la démocratie, marqué par la modération et par l'énorme pouvoir que conserve Pinochet.

En 1990, Pinochet a convoqué un plébiscite sur son maintien au pouvoir. Une grande campagne publique a poussé à voter non, qui a fini par l'emporter avec une légère marge. Pinochet a quitté la présidence, mais reste toutefois le commandant des forces armées jusqu'en 1998, lorsqu'il rentre au Congrès en tant que sénateur à vie.

Dans ses dernières années, Augusto Pinochet a dû faire face à un mandat d'arrêt qui l'a retenu à Londres pendant plusieurs mois. Le juge espagnol Baltasar Garzón¹⁰ est intervenu dans la procédure, pour la responsabilité de Pinochet dans la mort de citoyens espagnols pendant la période de la dictature militaire qu'il présidait.

Suite à son retour sur le sol chilien en 2000, et bien qu'il tente de prendre ses distances avec la vie publique, il reste au centre de l'actualité en raison des innombrables procès intentés contre lui pour les violations des droits de l'homme commises sous son autorité : détentions illégales, arrestations illégales, coercition illégale, assassinats et même terrorisme d'État. Après sa mort, le 10 décembre 2006, il a été enterré à l'École militaire de Santiago, mais sans les honneurs d'État.



<https://lycee.clionautes.org/chili-septembre-1973-un-stade-et-un-coup-detat.html>, prisonniers politiques enfermés au stade de football "L'Estadio



[https://fr.wikipedia.org/wiki/Dictature_militaire_d'Augusto_Pinochet#/media/Fichier:BN C-Junta Militar Chile 1973.jpg](https://fr.wikipedia.org/wiki/Dictature_militaire_d'Augusto_Pinochet#/media/Fichier:BN C-Junta_Militar_Chile_1973.jpg), Les quatre dirigeants de la junte chilienne en 1973 : César Mendoza, José Toribio Merino Castro, Augusto Pinochet, Gustavo Leigh Guzmán

*B*ien que la dictature de Pinochet ait pris fin dans les années '90, l'impact du coup d'État et des 17 années du régime Pinochet se fait toujours sentir dans la société chilienne et dans le monde.

Le coup d'État au Chili était inattendu. Contrairement à d'autres gouvernements socialistes, Allende n'est pas arrivé au pouvoir par la force des armes mais par les urnes.

Au cours des années de Pinochet, le Chili est devenu un laboratoire pour les théories de l'économiste américain Milton Friedman, un économiste néolibéral qui privilégie le marché et l'investissement privé par rapport à l'État. Rien ne pourrait être plus opposé au marxisme classique d'Allende.

Nombre de ces principes ont été inscrits dans la constitution de 1980, qui est toujours en vigueur dans le pays. Bien que nombre de ses éléments les plus conservateurs aient été réformés, de nombreux Chiliens considèrent la constitution comme la source des inégalités économiques qui persistent dans le pays et ont conduit au déchaînement social de 2019.

En effet, en 2019 le pays a connu la plus grave crise sociale et économique depuis la fin de la dictature de Pinochet. Ce qui a commencé comme une protestation contre l'augmentation du prix du ticket de métro, s'est ensuite

transformé en une manifestation massive et continue, qui n'a pas été sans morts ni blessés.

Depuis mai 2021, la convention constitutionnelle¹¹ a annoncé la mission de rédaction pour la nouvelle constitution, qui remplacera la constitution approuvée pendant la dictature de Pinochet et toujours en vigueur aujourd'hui. Ceci est établi suite au référendum du 25 octobre 2020 où 78,3 % des votants ont approuvé la rédaction d'une nouvelle Constitution. Les questions à débattre sont nombreuses : or les droits des populations autochtones¹² et l'accès à l'eau potable, qui est presque exclusivement sous le contrôle d'entreprises privées, restent tout de même au centre du débat. En outre en octobre dernier, le pays a célébré le deuxième anniversaire des protestations historiques de 2019 par une manifestation massive et le début symbolique de la rédaction d'une nouvelle *Magna Carta*¹³. Son objectif est d'établir des fondations plus justes et plus diversifiées dans ce pays d'Amérique du Sud. Toutefois, elle intervient dans un contexte d'indignation au sein de la population envers le président actuel Sebastián Piñera¹⁴ qui politiquement, lui a fait perdre en popularité.

SITOGRAFIE ET BIBLIOGRAPHIE :

1. Fernand de Magellan : explorateur et navigateur du temps des grandes découvertes du XV-XVIème siècle.
https://fr.wikipedia.org/wiki/Fernand_de_Magellan
2. Carlos Prats Gonzáles, chef de l'armée chilienne sous Allende, et sa femme furent tués par une bombe fournie par la DINA mise sous leur voiture le 30 septembre 1974.
https://fr.wikipedia.org/wiki/Carlos_Prats
3. Augusto Pinochet
<https://www.biografiasyvidas.com/biografia/p/pinochet.htm>
<https://expansion.mx/mundo/2021/09/11/que-paso-11-de-septiembre-chile>
<https://www.rfi.fr/es/am%C3%A9ricas/20211018-chile-la-convenci%C3%B3n-constitucional-inicia-la-redacci%C3%B3n-de-la-carta-magna>
<https://www.france24.com/es/am%C3%A9rica-latina/20211019-chile-segundo-aniversario-protestas-redaccion-constitucion>
4. Passage original non traduit : *"Instantes después, por la puerta central de La Moneda entraron 23 hombres más, miembros de la escolta*

presidencial, armados con fusiles automáticos, dos ametralladoras calibre 30 y tres bazucas”

5. *Esto pasó en Chile*, livre écrit par le journaliste Manuel Mejido, témoin du coup d'état du 11 septembre 1973, et publié en 1974 au Mexique.
6. Rapport Rettig : officiellement appelé « Rapport de la Commission nationale Vérité et Réconciliation » est le résultat d'une enquête sur les violations des droits de l'homme commises sous la dictature militaire d'Augusto Pinochet au Chili de 1973 à 1990.
https://fr.wikipedia.org/wiki/Rapport_Rettig
7. Rapport Valech : document chilien, rendu public le 29 novembre 2004, qui détaille les violations des droits de l'homme commis sous le régime de Pinochet entre 1973 et 1990.
https://fr.wikipedia.org/wiki/Rapport_Valech
8. Orlando Letelier : économiste chilien, ministre du gouvernement socialiste de Salvador Allende et ambassadeur aux États-Unis, il a été assassiné le 21 septembre 1976 dans un attentat à la voiture piégée.
https://fr.wikipedia.org/wiki/Orlando_Letelier#Assassinat
9. Récession : phénomène de ralentissement du rythme de la croissance économique
https://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9cession_%28%C3%A9conomie%29
10. Baltasar Garzón : juriste et homme politique espagnol. Il est connu à l'étranger comme juge d'instruction pour ses enquêtes sur des affaires de terrorisme, de corruption et sur des crimes commis en Argentine et au Chili par les dictatures.
https://fr.wikipedia.org/wiki/Baltasar_Garz%C3%B3n
11. Convention constitutionnelle : pratique implicite ou explicite, non écrite mais acceptée et suivie par les acteurs politiques d'un État ou par les partis politiques.
https://fr.wikipedia.org/wiki/Convention_constitutionnelle
12. Autochtones : aborigène, originaire du pays qu'il habite
<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/autochtone/6616>
13. Magna Carta : texte constitutionnel du pays
<https://www.edhecnationsunies.com/post/une-nouvelle-carta-magna-au-chili>
14. Sebastián Piñera : homme d'affaires et d'État chilien, président de la République de 2010 à 2014 et depuis 2018.
https://fr.wikipedia.org/wiki/Sebasti%C3%A1n_Pi%C3%B1era